



Organisation  
internationale  
du Travail



**BID**  
Banque interaméricaine  
de développement

# ► Zéro émission nette: Perspectives pour l'emploi en Amérique latine et aux Caraïbes

Résumé analytique

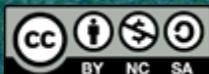


Copyright © 2020 Banque interaméricaine de développement (BID) et Organisation internationale du Travail (OIT). L'œuvre ci-présente est sous une Licence Creative Commons IGO 3.0 Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions (CC-IGO 3.0 BY-NC-SA) (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode>) et peut être reproduite avec attribution à la BID et au BIT et à toute fin non commerciale sous sa forme originale ou sous toute forme dérivée, à condition que l'œuvre dérivée soit concédée sous les mêmes conditions que l'originale. La BID et l'OIT ne sont pas responsables des erreurs ou omissions contenues dans les œuvres dérivées et ne garantissent pas que ces œuvres dérivées ne portent pas atteinte aux droits de tiers.

Tout litige relatif à l'utilisation de l'œuvre qui ne peut être réglé à l'amiable sera soumis à l'arbitrage conformément aux règles UNCITRAL. L'utilisation du nom de la BID ou du BIT à toute autre fin que l'attribution, et l'utilisation du logo de la BID ou du BIT est interdite et doit faire l'objet d'une autorisation écrite distincte de la part de l'organisation respective. Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues et les politiques de la BID ou de son Conseil des gouverneurs ou des gouvernements qu'ils représentent ou du BIT.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du BIT ou de la BID aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les désignations utilisées dans cette publication n'impliquent de la part du BIT ou de la BID aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.



Citation suggérée: Saget, Catherine, Vogt-Schilb, Adrien et Luu, Trang (2020). Zéro émission nette: perspectives pour l'emploi en Amérique latine et aux Caraïbes (résumé analytique). Banque interaméricaine de développement et Organisation internationale du Travail. Washington et Genève





# Avant-propos

---

La pandémie a cruellement mis en évidence la vulnérabilité de nos sociétés. Les niveaux inquiétants d'inégalités ont permis au coronavirus de frapper durement même les pays les plus prospères d'Amérique latine et des Caraïbes. Les travailleurs informels, qui représentent 49 pour cent des emplois, ont été gravement touchés par les mesures de confinement et de distanciation physique, qui ont limité ou temporairement supprimé leurs moyens de subsistance. En raison de déficits endémiques en termes d'emplois décents et de protection sociale, la région est particulièrement vulnérable à cette situation.

Toutefois, maintenant que les pays s'efforcent de protéger leurs citoyens du coronavirus, de préserver leur économie et de préparer la phase de reprise, la transition vers une économie verte promet de créer 15 millions de nouveaux emplois nets dans la région.

Une reprise verte et inclusive est essentielle pour pouvoir faire face à la crise climatique et construire un meilleur avenir. Si nous n'agissons pas maintenant, les mêmes vulnérabilités qui ont exposé les travailleurs et les entreprises à la pandémie les exposeront à la crise climatique. Le BIT estime que 2,5 millions d'emplois pourraient être perdus en Amérique latine et dans les

Caraïbes en 2030 du seul fait du stress thermique, notamment en ce qui concerne les travailleurs en extérieur dans la construction, l'agriculture et les vendeurs de rue. Selon les projections de la BID, les dommages causés par le changement climatique pourraient, d'ici à 2050, coûter 100 milliards de dollars par an à la région.

Mais le futur n'est pas gravé dans le marbre. Alors que l'économie mondiale redémarre progressivement après le confinement dû à la COVID-19, il est temps de forger un avenir plus inclusif, résilient et durable. Des progrès ont déjà été réalisés. La BID travaille avec les pays pour élaborer des stratégies visant à atteindre zéro émission nette de carbone d'ici à 2050. Le BIT aide également les pays, leurs travailleurs et leurs entreprises à se préparer aux conséquences sur les marchés du travail nationaux. Ces dernières années, avec les études *Getting to Net-Zero Emissions* et *Une économie verte et créatrice d'emplois*, nos institutions ont montré qu'une économie verte va de pair avec la création d'emplois et d'autres avantages en matière de développement.

Aux fins du présent rapport, nous avons uni nos forces pour identifier les secteurs où des emplois peuvent être créés en Amérique latine et dans les Caraïbes pendant la transition vers zéro émission nette. Nous avons relevé un potentiel

considérable dans l'agriculture durable et dans d'autres secteurs, notamment la sylviculture, les énergies renouvelables, la construction et l'industrie manufacturière. Ce travail de collaboration est le premier à documenter comment le passage à une alimentation plus saine et plus durable, qui réduit la consommation de viande et augmente celle d'aliments d'origine végétale, créerait des emplois tout en réduisant la pression sur la biodiversité unique de la région.

Il ne fait aucun doute que l'agriculture et la sylviculture recèlent un vaste gisement de nouveaux emplois. L'Amérique latine et les Caraïbes abritent 40 pour cent de la biodiversité mondiale, près de 50 pour cent des forêts tropicales et sont le premier exportateur mondial de produits alimentaires. Des progrès dans ce domaine permettraient la restauration des écosystèmes, une agriculture durable et, à plus long terme, l'écotourisme, qui à son tour pourrait créer des millions d'emplois. Ils viendraient s'ajouter à ceux déjà créés dans les énergies renouvelables, les bâtiments économes en énergie, la mobilité électrique, les transports publics, l'industrie manufacturière et la gestion des déchets.

Tandis que les pays préparent des plans de relance ambitieux, les arguments en faveur de la création d'emplois décents conjuguée à la transition vers zéro émission nette sont convaincants. Les pays doivent mettre en place des politiques adéquates pour aider les

travailleurs et les entreprises à acquérir de nouvelles compétences par la formation et l'éducation ainsi que pour créer un environnement entrepreneurial permettant de tirer profit des opportunités et de garantir des conditions de travail décentes.

L'Accord de Paris offre un cadre pour aller de l'avant. Tous les pays de la région ont été invités à communiquer des feuilles de route multisectorielles vers zéro émission nette, qui réaffirment l'importance d'assurer une transition juste pour les travailleurs, les entreprises et les consommateurs. Élaborées en consultation avec les partenaires sociaux, ces feuilles de route peuvent aider les gouvernements à anticiper et à faciliter la création d'emplois, de même qu'à identifier les secteurs qui peuvent être pénalisés, notamment les combustibles fossiles et l'élevage. Les travailleurs, les communautés et les entreprises touchés auront besoin d'une protection sociale, de programmes de reconversion, de mécanismes de compensation et d'autres mesures pour rebondir.

Le rapport partage des leçons qui tombent à point nommé pour orienter une reprise post-coronavirus qui donne la priorité à la création d'emplois décents et à un avenir plus inclusif, durable et résilient. Cela peut être une voie à suivre vers la création d'un monde meilleur pour les travailleurs et les entreprises tout en luttant contre la crise climatique.



**Ana Maria Rodriguez-Ortiz**  
*Vice-présidente pour les secteurs et le savoir*  
*Banque interaméricaine de développement*



**Moussa Oumarou**  
*Directeur général adjoint pour les*  
*programmes extérieurs et les partenariats*  
*Bureau international du Travail*

# Remerciements

---

Le rapport *Zéro émission nette: perspectives pour l'emploi en Amérique latine et aux Caraïbes* a été rédigé par Catherine Saget, cheffe de l'Unité travail, revenu et équité du Département de la recherche du BIT; Adrien Vogt-Schillb, économiste principal au sein de la Division changement climatique du Secteur changement climatique et développement durable de la BID; et Trang Luu, du Département de la recherche du BIT. Il a été coordonné par Catherine Saget et Adrien Vogt-Schillb. Tahmina Karimova, Severin Baumann, et Antoine Bonnet (Département de la recherche du BIT), Guy Edwards (Division changement climatique de la BID), Kirsten Wiebe (SINTEF), et Johannes Többen (GWS-OS) y ont apporté d'importantes contributions.

Nous adressons des remerciements particuliers aux personnes suivantes pour leurs remarques et leurs suggestions:

Vinicius Pinheiro, directeur du Bureau régional de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes; James Howard, conseiller principal du Directeur général du BIT; Graham Watkins, directeur par intérim de la Division changement climatique de la BID; et Ana Maria Rodriguez-Ortiz, Vice-Présidente des Secteurs et de la Connaissance de la BID.

L'équipe remercie les nombreux collègues de la BID et du BIT qui ont formulé des observations et des suggestions constructives à différentes étapes du projet. Nous tenons à exprimer notre gratitude aux collègues suivants de la BID: Claire Bentata, Dulce Dias, Marie-Lena Glass, Esperanza Gonzalez, Hector Valdes, Isabella Marinho, Michelle Carvalho Metanais Hallack, Juan Manuel Murguia, Laura Ripani, Graciana Rucci, Jose Manuel Sandoval, Manuel Urquidi, et Ariel Yepez-Garcia. L'équipe se félicite également des observations fournies

par les participants au séminaire de la BID sur l'économie verte et créatrice d'emplois animé par Guillermo Montt (BIT) en novembre 2018. Nous remercions particulièrement Ana Sanchez, spécialiste des emplois verts pour l'Amérique latine et les Caraïbes (BIT), pour ses suggestions extrêmement utiles et son appui au projet. Nous remercions les collègues suivants du BIT: Christina Behrendt, Floriana Borino, Luis Cordova, Marva Corley-Coulibaly, Christoph Ernst, Angela Doku, Veronica Escudero, Andre Gama, Sajid Ghani, Sabrina de Gobbi, Moustapha Kamal Gueye, Claire Harasty, Marek Harsdorff, Waltteri Katajamaki, Emmanuel Julien, Jean-Louis Lambeau, Hannah Liepmann, Elizabeth Echeverría Manrique, Valter Nebuloni, Ira Postolachi, Elisenda Estruch Puertas, Pelin Sekerler Richiardi, et Lucie Servoz.

Nous remercions également pour leurs précieux commentaires sur le rapport

Slim Dali, Antoine Godin, Farid Lamara, Guillaume Meyssonier, Florence Mouton et Cecilia Poggi de l'Agence française de développement; Russell Bishop, Isabel Blanco, et Mattia Romani de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement; et Steven Stone du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Édition par Rita Funaro. Traduction française par Laurence Rizet. Conception graphique par Eveliz Jurado. Conception de la couverture par Priscille Latchman.

Ce rapport a bénéficié du financement du programme des Travaux économiques et sectoriels de la BID (RG-E1563), du Fonds français pour le climat de la BID (RG-T3193) et du BIT.



# Résumé analytique

---



Les effets dévastateurs du COVID-19 ont poussé les ménages, les entreprises et les gouvernements à repenser la façon dont l'environnement naturel est lié à l'économie et à la société. Aujourd'hui, les déficits de travail décent, les inégalités et la dépendance à l'égard des exportations de combustibles fossiles rendent l'Amérique latine et les Caraïbes particulièrement sensibles aux répercussions économiques et sociales de la pandémie. Demain, ces mêmes problématiques exposeront la région aux effets du changement climatique. Face à la pandémie, une transition juste vers des émissions nettes nulles de carbone peut aider à surmonter les effets économiques et sociaux négatifs de la crise mondiale tout en offrant la possibilité de créer des emplois, de lutter contre les inégalités et de stimuler une croissance inclusive.

Les engagements internationaux fournissent un cadre pour construire un avenir avec de meilleurs emplois, davantage d'équité et un environnement sain. Les parties à l'Accord de Paris ont été invitées à concevoir et à communiquer une stratégie de transition progressive vers zéro émission nette de carbone. Le présent rapport met en évidence le potentiel de création de 15 millions d'emplois nets d'ici à 2030 dans des secteurs tels que l'agriculture durable, la sylviculture, l'énergie solaire et éolienne, l'industrie manufacturière et la construction au cours d'une telle transition. Grâce à des mesures bien conçues pour garantir que ces emplois soient décents et que ceux qui sont perdants pendant la transition soient protégés et soutenus, les plans de relance peuvent également mettre fin à l'urgence climatique tout en stimulant la croissance, en luttant contre les inégalités et en progressant vers la réalisation des objectifs de développement durable.

## Un meilleur avenir avec zéro émission nette

### La nécessité

Stabiliser le changement climatique en dessous de 2°C et aussi près que possible de 1,5°C, suivant l'objectif fixé dans l'Accord de Paris, exige de parvenir à zéro émission nette de carbone vers 2050 (GIEC, 2018). Et pour parvenir à des émissions nulles, ou pour *décarboner* l'économie, il est nécessaire de réduire les émissions dues aux activités humaines, telles que la combustion de combustibles fossiles, et d'équilibrer les émissions restantes, par exemple en plantant des arbres en proportion.

### La faisabilité

L'Amérique latine et les Caraïbes peuvent atteindre une prospérité sans carbone grâce à des actions immédiates et parallèles autour de cinq piliers (BID et DDPLAC, 2019): (i) Éliminer progressivement la production d'électricité à partir de combustibles fossiles et la remplacer par des sources sans carbone telles que l'énergie éolienne et solaire; (ii) Utiliser l'électricité plutôt que les combustibles fossiles pour le transport, la cuisine et le chauffage; (iii) Développer les transports publics et non motorisés; (iv) Mettre fin à la déforestation et planter des arbres, ce qui nécessitera de modifier les habitudes alimentaires pour passer d'une alimentation d'origine animale à une alimentation plus végétale, et; (v) Réduire les déchets dans tous les secteurs, recycler les matériaux et passer à des matériaux de construction durables, comme le bois ou le bambou. Les transformations requises vont plus loin que le premier cycle de contributions

déterminées au niveau national (CDN) que les pays ont présentées après l'Accord de Paris. Il est largement reconnu que les CDN sont insuffisantes pour atteindre zéro émission nette d'ici à 2050 et pour réaliser l'objectif global de l'Accord de Paris: limiter le réchauffement planétaire entre 1,5°C et 2°C par rapport aux niveaux préindustriels.

### L'opportunité économique

Grâce à la richesse de ses ressources et à une pression démographique relativement faible, la région est bien dotée pour effectuer une transition vers zéro émission nette. Le coût des technologies essentielles, telles que les énergies renouvelables ou les véhicules électriques, a tellement plongé que les solutions zéro carbone sont souvent moins chères que les technologies actuelles basées sur les combustibles fossiles. La décarbonation s'accompagne également d'avantages immédiats. Aujourd'hui, l'électricité renouvelable est souvent moins chère que les alternatives aux combustibles fossiles et constitue une solution pour électrifier les zones rurales éloignées et desservir les populations pauvres et marginalisées. Des transports publics efficaces peuvent améliorer la productivité des travailleurs et limiter les conséquences sanitaires et socio-économiques de la pollution de l'air, du bruit et des accidents. Les régimes alimentaires qui reposent relativement moins sur la viande et les produits laitiers peuvent être meilleurs pour la santé.

### Le défi

La route vers un monde sans carbone est semée d'embûches. L'un des défis consiste à assurer une transition juste, en veillant à ce que le changement soit

aussi équitable que possible et sur la base d'une approche participative (BIT, 2018). Malgré plus d'une décennie de progrès constants, la région est toujours confrontée à des inégalités entre les sexes et les ethnies, des déficits de compétences, une protection sociale insuffisante et un secteur informel important (Alaimo et coll., 2015). Pour atteindre les objectifs sociaux comme environnementaux, il faut s'assurer que les travailleurs et les entreprises disposent des compétences nécessaires pour un avenir à zéro émission nette de carbone et bénéficient de conditions de travail décentes: revenus équitables et sécurité sur le lieu de travail, droits des travailleurs, protection sociale et dialogue social. Une transition juste implique également de soutenir les travailleurs, les entreprises et les communautés qui seront pénalisés par la réduction des activités les plus polluantes telles que l'extraction de combustibles fossiles ou l'élevage de bétail. Le dialogue social – du simple échange d'informations entre le secteur privé, les syndicats et les pouvoirs publics à la négociation de solutions – peut aider à concevoir des solutions respectueuses du climat qui soient alignées sur les objectifs de développement durable et largement acceptées par les acteurs locaux. L'éducation et l'information du public sont essentielles pour parvenir à une économie à zéro émission nette.

### L'emploi dans une économie à zéro émission

La décarbonation ne doit pas se faire au détriment de l'emploi et de la croissance. D'ici à 2030, des changements structurels dans les modes de production et de consommation peuvent se traduire



par la création de 15 millions d'emplois supplémentaires en Amérique latine et dans les Caraïbes par rapport à un scénario de maintien du statu quo. Le gain en termes d'emplois sera en grande partie le résultat d'une évolution des habitudes alimentaires et, dans une moindre mesure, de la décarbonation du système énergétique.

### **Gagnants et perdants de la décarbonation**

Au cours de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone, 7,5 millions d'emplois sont détruits d'ici à 2030 dans les secteurs de l'électricité à base de combustibles fossiles, de l'extraction de combustibles fossiles et de la production alimentaire d'origine animale. Ces emplois perdus sont toutefois plus que compensés par de nouvelles possibilités d'emploi, puisque 22,5 millions d'emplois sont créés dans l'agriculture et la production alimentaire d'origine végétale, l'électricité renouvelable, la sylviculture, la construction et l'industrie manufacturière. Pour assurer une transition juste,

les efforts visant à promouvoir la décarbonation doivent s'accompagner de politiques qui facilitent le redéploiement des travailleurs, favorisent le travail décent dans les zones rurales, proposent de nouveaux modèles d'entreprise et soutiennent les travailleurs déplacés et leurs communautés.

### **Mutations dans les secteurs de l'alimentation et de l'énergie**

L'évolution des régimes alimentaires s'avère déterminante s'agissant des répercussions de la décarbonation sur l'emploi, puisqu'elle touche l'un des plus gros employeurs de la région: le secteur agroalimentaire. Ces nouvelles habitudes alimentaires créent 19 millions d'emplois en équivalent temps plein dans la production de végétaux d'ici à 2030, mais en suppriment 4,3 millions dans l'élevage, l'aviculture, la production laitière et la pêche. Dans le secteur de l'énergie, la création et la destruction d'emplois sont modestes par rapport au nombre total d'emplois dans l'économie, mais importantes en termes de part de l'emploi total dans le secteur. La

transition induit une perte de 60 000 emplois dans les centrales à combustibles fossiles et un gain de 100 000 dans le secteur de l'électricité renouvelable. La construction, l'industrie manufacturière et la sylviculture bénéficient également d'une création nette d'emplois.

## Les questions qui restent à régler

### Reconvertir les travailleurs et les entreprises

Plus de la moitié des 22,5 millions d'emplois créés sont classés comme moyennement qualifiés (13,5 millions), un tiers comme peu qualifiés (8 millions) et 1 million comme hautement qualifiés. Les nouveaux emplois peu et moyennement qualifiés bénéficieront à une partie des 66 millions de personnes qui sont sous-utilisées sur le marché du travail, dont 9 millions de jeunes chômeurs (BIT, 2020)<sup>1</sup>. De nombreuses personnes qui perdent leur emploi dans des secteurs à forte intensité de carbone peuvent en trouver un nouveau qui mette leurs compétences à profit dans de nouvelles activités, après une brève reconversion ou une formation en cours d'emploi. Les entreprises doivent également acquérir de nouvelles compétences pour faire face aux effets du changement climatique. La formation peut renforcer les techniques de gestion entrepreneuriale afin de favoriser l'adoption de technologies innovantes et respectueuses de l'environnement, le développement des ressources humaines

et une meilleure productivité. La mise à jour des programmes d'études est également essentielle pour veiller à ce que les futurs travailleurs reçoivent une éducation leur permettant de participer à la transition.

### Promouvoir l'égalité des sexes

Plus de 80 pour cent des nouveaux emplois créés par le programme de décarbonation se trouveront dans les secteurs actuellement à prédominance masculine. Les femmes ne bénéficieront pas de la création d'emplois si la ségrégation professionnelle actuelle entre les sexes n'est pas surmontée.

### Veiller à ce que les nouveaux emplois soient des emplois décents

Les mesures politiques doivent garantir que les nouveaux emplois créés dans les secteurs émergents tels que la production de végétaux et les énergies renouvelables sont des emplois décents. Les travailleurs agricoles, et plus généralement les travailleurs des zones rurales, n'ayant souvent pas accès à la protection sociale, les stratégies visant à étendre la couverture des régimes contributifs et non contributifs dans les zones rurales doivent être renforcées. Les travailleurs ruraux peuvent également bénéficier de stratégies visant à améliorer la gestion des risques dans l'agriculture, telles que les assurances contre les conséquences de la sécheresse. Les mesures de sécurité et de santé au travail peuvent quant à

<sup>1</sup>La sous-utilisation de la main-d'œuvre comprend les chômeurs, ceux qui ont un emploi mais veulent travailler plus d'heures, et ceux qui n'ont pas d'emploi mais qui ne sont actuellement pas disponibles ou pas à la recherche d'un emploi.

elles contribuer à améliorer la qualité des emplois dans l'agriculture. À un niveau plus large, la décarbonation peut accroître la sécurité alimentaire et créer de meilleurs emplois si elle s'inscrit dans les objectifs de développement rural. Cela peut nécessiter un renforcement des services publics tels que la fourniture de services d'infrastructure rurale. Il est par ailleurs important que les producteurs aient accès aux marchés et soient intégrés dans les chaînes d'approvisionnement afin de pouvoir profiter de l'évolution de la demande du marché. La qualité des emplois créés dans le tourisme durable et la gestion des déchets doit également faire l'objet d'un suivi attentif.

### **Rendre la protection sociale plus efficace**

Les systèmes de protection sociale doivent être adaptés pour mieux répondre aux chocs négatifs et protéger les individus contre les effets du changement climatique et des politiques liées au climat. Ces programmes comprennent, entre autres, les prestations de chômage, les pensions des travailleurs âgés et l'accès universel aux soins de santé. La pandémie de COVID-19 souligne en outre l'importance d'un système de soins de santé et de protection sociale inclusif et efficace, car les pays disposant d'une couverture sanitaire et d'une protection sociale performantes sont mieux à même de protéger leur population des menaces qui pèsent sur leur vie et leurs moyens de subsistance.

Ces mesures sont extrêmement importantes pour soutenir et protéger les travailleurs, les entreprises et les communautés vulnérables face aux chocs à court terme.

### **Les entreprises et les travailleurs comme agents de changement**

De nouveaux modèles d'activité, processus de certification et initiatives au niveau de l'entreprise peuvent faciliter une transition juste sur le lieu de travail pour les entreprises et les travailleurs. Le financement vert peut stimuler les efforts écologiquement durables, en particulier dans le contexte des micro, petites et moyennes entreprises en Amérique latine et dans les Caraïbes. D'autres pratiques durables, notamment les marchés publics écologiques, l'éducation, le télétravail, les incitations économiques pour changer les modes de consommation et de production, et la promotion des droits environnementaux au travail, peuvent améliorer l'efficacité des ressources, réduire les déchets et promouvoir des lieux de travail responsables. Les conséquences positives de la pandémie de COVID-19 sur l'environnement seront de courte durée, mais elles mettent en évidence les effets potentiels à long terme que peuvent avoir des changements de comportement et des mesures efficaces. Le télétravail, les réunions virtuelles, le commerce électronique, les modes de transport durables et la promotion de la consommation de produits locaux ont gagné en popularité avec la pandémie.

Ces mesures devraient être maintenues et combinées à d'autres visant à garantir des conditions de travail décentes et à réduire les inégalités, une fois que l'économie sera revenue à la normale.

### **Coordonner les politiques environnementale, sociale et sectorielle**

Il est possible d'en faire davantage pour articuler les politiques environnementale, industrielle et du travail et promouvoir des changements au niveau sectoriel. Tous les pays de la région ont ratifié l'Accord de Paris et doivent maintenant élaborer des stratégies pour réduire drastiquement leurs émissions d'ici à 2050. Ces stratégies doivent être conçues avec toutes les parties prenantes concernées, notamment les partenaires sociaux. Une approche commune permettra à tous les acteurs d'anticiper les répercussions des stratégies de décarbonation sur l'emploi, les compétences et l'égalité des sexes, et de garantir une transition juste tant dans les sous-secteurs qui doivent être redimensionnés que dans ceux qui ont un potentiel de création d'emplois. Ces stratégies sont également essentielles pour veiller à ce que toutes les sources

d'émissions de gaz à effet de serre soient prises en compte et que la somme des politiques sectorielles de réduction des émissions permette d'atteindre zéro émission nette de carbone dans les temps.

Il est temps de faire la transition vers un futur à zéro émission et ne laissant personne de côté. De nombreuses options telles que les énergies renouvelables sont non seulement moins chères que les sources actuelles, mais elles créent également plus d'emplois et peuvent fournir un meilleur service, en particulier aux communautés pauvres et isolées. Des politiques publiques, en ce qui concerne notamment la qualification et la requalification, sont nécessaires pour aider les individus à s'orienter vers les secteurs en croissance, tandis que les programmes sociaux doivent soutenir ceux qui pourraient être pénalisés. Le dialogue social et la participation de toutes les parties prenantes peuvent aider les pouvoirs publics à coordonner les objectifs de développement social, environnemental et sectoriel et à faire en sorte que les travailleurs, les entreprises et les communautés sont prêts à réussir dans une économie à zéro émission.

## Références

- Alaimo, V., Bosch, M., Kaplan, D.S., Pages, C., Ripani, L. (2015): *Jobs for Growth*. Banque interaméricaine de développement (Washington, DC). <https://doi.org/10.18235/0000139>
- BID, DDPLAC (2019): *Getting to Net-Zero Emissions: Lessons from Latin America and the Caribbean*. Banque interaméricaine de développement et Deep Decarbonization Pathways for Latin America and the Caribbean. <https://doi.org/10.18235/0002024>
- BIT (Bureau international du Travail) (2020): *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2020* (Genève).
- BIT (2018): *Emploi et questions sociales dans le monde: une économie verte et créatrice d'emplois* (Genève).
- GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) (2018): «Résumé à l'intention des décideurs», dans *Réchauffement planétaire de 1,5°C: un rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté* (Cambridge et New York).



Les signataires de l'Accord de Paris ont convenu de poursuivre leurs efforts pour limiter le réchauffement planétaire entre 1,5°C et 2°C. Parallèlement, les gouvernements se concentrent désormais sur la reprise économique et sociale en mettant l'accent sur la création d'emplois. Il est essentiel de progresser sur tous les fronts.

Le rapport *Zéro émission nette: perspectives pour l'emploi* quantifie les pertes et les gains d'emplois dans le cadre de la transition vers une économie sans carbone. Il conclut que 15 millions d'emplois nets peuvent être créés en Amérique latine et aux Caraïbes d'ici à 2030. Les transformations dans l'agriculture, la sylviculture, l'énergie, les transports, la gestion des déchets, le tourisme et la construction rendent la décarbonation possible et peuvent créer des emplois, induire des avantages économiques et sociaux et contribuer à protéger les ressources naturelles uniques de la région.

La lecture de ce rapport permettra aux décideurs et aux techniciens de mieux comprendre comment les politiques publiques et les stratégies de développement peuvent assurer une transition juste vers une économie prospère, équitable, et sans carbone. Il montre le rôle que peut jouer le dialogue social pour faciliter la co-construction de telles stratégies par les parties prenantes publiques et privées et les ministères de l'environnement et du travail.

